



**PLAN D'ACTION POUR UNE INTERVENTION DE BEFORE EN REPUBLIQUE DE GUINEE
D'APRES LES TRAVAUX DE L'ATELIER ATELIER DE REFLEXION SUR UNE STRATEGIE DE CONSOLIDATION
DE LA PAIX EN GUINEE
TENU EN MAI 2009 A CONAKRY
21.8.2009
(WORK IN PROGRESS)**

PREPARE PAR :

COLONEL CECE BALAMOU (COMITE CIVILO-MILITAIRE)

KABA BARO CONDE (CONSEIL DES SAGES)

ELIZABETH CÔTÉ (INTERNATIONAL FOUNDATION FOR ELECTION SYSTEMS, IFES)

BAKARY FOFANA (CENTRE POUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT, CECIDE)

QUENTIN KANYATSY (SEARCH FOR COMMON GROUND, SFCG)

CHERIF KARAMO (WEST AFRICA NETWORK FOR PEACE BUILDING, WANEP)

MAITRE MAC CARTHY (CONSEIL INTER-RELIGIEUX)

M. NIMAGA (COMITE CIVILO-MILITAIRE)

REPUBLIQUE DE GUINEE
JUILLET/AOUT 2009

INTRODUCTION

A la lumière des recommandations de BEFORE et des résultats de l'atelier de Conakry, une équipe technique, composée de Elizabeth Côté de IFES, Quentin Kanyatsi de SFCG, Bakary Fofana, CECIDE, Cherif Karamo, WANEP, M. Nimaga du Comité Civilo-militaire a élaboré le plan d'action qui suit. Se sont ajoutés à l'équipe deux personnes ressources : le Colonel Cécé Balamou et Maître McCarthy également du Comité civilo-militaire et Kaba Baro Condé du Conseil des Sages.

Le plan proposé comprend cinq grands objectifs, tels qu'identifiés lors de l'atelier. Chaque objectif a été revu, quelquefois réarticulé et l'ordre de priorité un peu modifié. Pour plus de précision, l'équipe technique a identifié pour chacun de ces objectifs, des sous-objectifs sous lesquels les activités ont été classées.

OBJECTIF GENERAL 1 : Le retour à l'ordre constitutionnel

L'atelier a clairement identifié comme étape essentielle pour la consolidation de la paix un retour le plus rapidement possible à l'ordre constitutionnel. Conséquemment, les participants avaient retenu comme prioritaire un appui à toutes les étapes du processus électoral. Un important programme d'appui aux élections étant déjà pris en compte, l'équipe technique recommande :

1. Qu'une étude soit faite dans les plus brefs délais sur comment concrètement préparer une transition politique ; les recommandations pourraient mener à d'autres actions concrètes lesquelles contribueront à convaincre les militaires au pouvoir des avantages de l'après CNDD.
2. Tel que confirmé lors de l'atelier, les institutions républicaines fonctionnent très mal en Guinée. La gestion de l'Assemblée nationale, par exemple, souffre d'absence de procédures dans tous les secteurs : la gestion administrative, les commissions de travail, le renforcement des capacités des élus, du personnel etc. De même pour le fonctionnement de la Cour Suprême, qui au-delà de la nécessité d'une réforme du système judiciaire dans son ensemble, mérite d'être analysé afin que dans un deuxième temps un renforcement puisse lui être apporté, surtout en ce qui concerne le processus électoral.
3. Enfin, l'équipe technique considère comme prioritaire la sensibilisation des populations pour des élections non violentes. IFES mettra en œuvre des projets dans ce sens avec l'appui de l'UE et USAID et le PNUD, à travers le fonds de consolidation de la paix des Nations Unies, mais nous croyons qu'une contribution dans ce sens par BEFORE serait une bonne porte d'entrée.

OBJECTIF GENERAL 2: Le renforcement des capacités des FDS dans la protection de l'intégrité territoriale et la sécurisation des citoyens et de leurs biens

Tel qu'identifié lors de l'atelier, le manque de sécurité et la crise qui prévaut au sein des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) sont d'importants facteurs d'instabilité pour le pays. Le comité civilo-militaire (CCM) a déjà déposé au niveau des décideurs un programme de sortie de crise et de réforme. L'atelier a identifié plusieurs activités qui peuvent contribuer à changement de comportement au sein des FDS. Plusieurs actions ne peuvent être initiées que par l'armée elle-même. L'équipe technique a retenu celles qui pouvaient être de notre ressort, en

a défini de nouvelles et retenu une des recommandations du rapport de la mission d'évaluation (GCPM) en septembre 2008. Les actions sont classés sous trois axes :

1. Au niveau du fonctionnement des FDS. L'armée guinéenne s'est dotée d'excellent statuts et règlements, mais jusqu'à ce jour ils n'ont pas été promulgués. Par ailleurs, il a été constaté qu'il ne peut y avoir d'ordre et de discipline au sein des FDS sans un programme de lutte contre la drogue et la circulation anarchique d'armes. Le plan d'action prévoit des actions de plaidoyer et de sensibilisation des décideurs dans ce sens, par la société civile.
2. Au niveau des relations entre civils et militaires, lesquelles se sont beaucoup dégradées avec la chute de l'autorité de l'Etat, et il y a de sérieux problèmes dans les camps, dans les quartiers et au niveau des populations en général, particulièrement depuis les événements de 2007.
3. Au niveau de la gestion et prévention des conflits par les FDS.

OBJECTIF GENERAL 3 : Le renforcement des capacités du système judiciaire dans la prévention et gestion des conflits

Une des causes majeures des conflits violents remontent à l'incapacité du système judiciaire de jouer son rôle et à l'impunité qui en résulte. Un redressement et une moralisation des acteurs de la justice impliquent leur indépendance à la fois au niveau moral mais aussi au niveau matériel. Or l'environnement financier et matériel des magistrats et autres est tel, que la justice n'existe plus en Guinée. Ce plan d'action ne peut résoudre cet état de fait, mais peut contribuer à :

1. L'amélioration du fonctionnement de la magistrature
2. Requalifier les relations entre les différents acteurs de la famille judiciaire. Depuis quelques mois nous assistons à l'émergence d'une dynamique allant dans ce sens menée par l'association des magistrats et l'ordre des avocats, laquelle mérite d'être soutenue par un renforcement des capacités et des actions de plaidoyer.

OBJECTIF GENERAL 4 : Le renforcement des capacités de bonne gouvernance politique et juridique

La gouvernance ayant été placée au centre de la cartographie du conflit guinéen, d'où découlent toutes les autres tares, l'équipe technique propose dans un premier temps que BEFORE s'investisse dans une campagne de sensibilisation des populations sur les bonnes pratiques de gouvernance comme étant la fondation du développement et de la stabilité de la nation. D'autres aspects retenus lors de l'atelier tels que la transition politique et la révision de la Loi fondamentale sont déjà pris en compte par d'autres instances.

OBJECTIF GENERAL 5 : Promouvoir la nouvelle Constitution

Dans un contexte où certains éléments de la Constitution ne reflètent ni la réalité, ni la volonté des Guinéens, où la loi n'est ni connue, ni respectée, l'atelier a retenu comme action de promouvoir une nouvelle Constitution pour la Guinée. Considérant que des travaux sont déjà en cours pour la révision de la Constitution, l'équipe technique propose qu'une fois promulguée, cette Constitution soit traduite en langue nationale, vulgarisée et distribuée au niveau des populations, à tous les niveaux.

OBJECTIF GENERAL 1 : LE RETOUR À L'ORDRE CONSTITUTIONNEL

Changement voulu: Le cadre juridique démocratique est fonctionnel et stable.

Objectif spécifique 1.1 : La réforme des FDS

Changement voulu: La valorisation et l'amélioration des conditions de vie des membres du CNDD au sein des FDS.

<i>Activité 1.1.1</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Faire une étude sur la reconversion et réinsertion des FDS après la transition politique	<ul style="list-style-type: none"> - Les cibles reconnaissent l'importance d'effectuer et de soutenir la reconversion et réinsertion des FDS. - Les résultats et les recommandations de l'étude fournissent une base pour le développement d'un programme de reconversion et de réinsertion des FDS. 	<ul style="list-style-type: none"> - CNDD - Gouvernement - FDS - Forces vives - Partenaires nationaux et internationaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Réponses des cibles sur l'étude présentée - Un programme de réinsertion et reconversion est mise en place 	Equipe de consultants national et international		sept. – oct. 2009

Objectif spécifique 1.2 : La réforme des institutions républicaines

Changement voulu: Les institutions de la République assument leurs rôles et responsabilités.

<i>Activité 1.2.1</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Faire une étude sur le fonctionnement de la Cour suprême et de l'Assemblée nationale	<ul style="list-style-type: none"> - Les cibles reconnaissent l'importance de reformer la Cour suprême et l'Assemblée nationale. - Les résultats et les recommandations de l'étude fournissent une base pour le développement d'un programme de réforme de la Cour suprême et de l'Assemblée nationale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement - Cour suprême - Assemblée nationale - Partenaires nationaux et internationaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Réponses des cibles sur l'étude présentée - Un programme de réforme est mise en place 	- Equipe de consultants national et international		sept. – oct. 2009

Objectif spécifique 1.3 : La tenue d'élections libres, transparentes et crédibles

Changement voulu: Guinée est ancrée sur les principes démocratiques et l'Etat de droit.

<i>Activité 1.3.1</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Campagnes de sensibilisation d'une certaine cible (ev. des jeunes et des femmes) sur le principe de non-violence en périodes électorales et post-électorales	<ul style="list-style-type: none"> - Les cibles reconnaissent l'importance du principe de la non-violence. - Les cibles s'expriment de manière non-violente dans les périodes électorales et post-électorales. - Les cibles propagent le principe de la non-violence. 	<ul style="list-style-type: none"> - ev. jeunes et femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'actes violents commis par les cibles en périodes électorales et post-électorales - Nombre d'activités réalisées - Nombre de personnes ciblées touchées. 	<ul style="list-style-type: none"> - CNOSCG - SFCG - WANEP - IFES – CECIDE - ONGs 	<ul style="list-style-type: none"> - UE - USAID - PNUD 	sept. – déc. 2009

OBJECTIF GENERAL 2 : LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FDS DANS LA PROTECTION DE L'INTEGRALITE TERRITORIALE ET LA SECURISATION DES CITOYENS ET LEURS BIENS

Changement voulu: Les FDS assument correctement leur rôle.

Objectif spécifique 2.1 : L'amélioration du fonctionnement des FDS

Changement voulu : Un comportement responsable des FDS à tous les niveaux.

<i>Activité 2.1.1</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Appuyer et faciliter le plaidoyer des citoyens pour la mise en œuvre des statuts et règlements des FDS	<ul style="list-style-type: none"> - Les citoyens mobilisés revendiquent la mise en œuvre des statuts et règlements des FDS. - Les statuts et règlements des FDS sont promulgués. 	<p>directes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Société civile <p>indirectes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CNDD - Gouvernement - Ministre de la défense - Chefs d'état major 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'actions de plaidoyer réalisés - Nombre de personnes ciblées touchées - Promulgation de statuts et règlements des FDS 	<ul style="list-style-type: none"> - Medias - CNOSCG - CCM - IFES 	<ul style="list-style-type: none"> - PNUD 	sept. – nov. 2009

		- CEDEAO				
<i>Activité 2.1.2</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Faire une étude sur la consommation de la drogue par des FDS	<ul style="list-style-type: none"> - Les cibles reconnaissent l'importance d'effectuer et de soutenir la lutte contre la drogue au sein des FDS. - Les résultats et les recommandations de l'étude fournissent une base pour le développement d'un programme de désintoxication des FDS. 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement - Ministères concernés - Corps médical militaires - FDS - CCM 	<ul style="list-style-type: none"> - Réponses des cibles sur l'étude présentée - un programme de désintoxication est mise en place 	<ul style="list-style-type: none"> - Association de lutte contre la drogue - CCM - SFCG 	- UNICEF	janv. 2010–janv. 2011
<i>Activité 2.1.3</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Echanges inter-générationnels entre retraités et jeunes militaires	<ul style="list-style-type: none"> - Les jeunes militaires reconnaissent l'importance de l'hierarchie et de la discipline au sein de FDS. - Les jeunes militaires respectent plus la discipline et la hiérarchie militaire. - Les jeunes militaires s'approprient les expériences et le savoir faire des anciens. 	<ul style="list-style-type: none"> - Jeunes militaires - Retraités militaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'activités réalisées - Nombre de jeunes militaires touchés 	<ul style="list-style-type: none"> - CCM - CECIDE - Association des anciens combattants - Militaires à la retraite 		janv. – mars 2010
Objectif spécifique 2.2 : L'amélioration des relations entre civils et militaires						
Changement voulu : Un meilleur comportement et une plus grande compréhension entre civils et militaires dans les camps et les quartiers avoisinants						
<i>Activité 2.2.1</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Appuyer et faciliter le plaidoyer des citoyens pour la réactualisation du Conseil National de la Défense	<ul style="list-style-type: none"> - Les citoyens mobilisés revendiquent la réactualisation du CND. - CND est réactualisé et le partage d'information sur les questions de défenses et de sécurité est assuré. 	Directes : <ul style="list-style-type: none"> - Société civile Indirectes : <ul style="list-style-type: none"> - Autorités civiles - Autorités militaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'actions de plaidoyer réalisés - Nombre de personnes ciblées touchées - Réactualisation du CND 	<ul style="list-style-type: none"> - CCM - CECIDE - CNOSCG - MEDIAS - IFES 	- PNUD	sept. – nov. 2009

<i>Activité 2.2.2</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Encourager les relations entre les femmes des militaires et leurs voisines civiles dans la gestion des problèmes sociaux de base de leurs familles	<ul style="list-style-type: none"> - Les familles militaires et civiles dialoguent et s'échangent sur leurs problèmes respectifs. - Les familles militaires sont mieux intégrées dans les communautés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Femmes des militaires - Femmes civiles 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de familles et femmes touchées - Nombre d'activités réalisées 	<ul style="list-style-type: none"> - FDS sénégalaises - CCM - CECIDE - WANEP - REFMAP - Association des épouses militaires 	<ul style="list-style-type: none"> - FNUAP - CDFA 	janv.2010 – janv. 2011
<i>Activité 2.2.3</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Campagnes de sensibilisation des FDS et des citoyens sur les relations civilo-militaires	<ul style="list-style-type: none"> - Les FDS et les citoyens comprennent leurs rôles respectifs, leurs interactions et interdépendances. - La profession des militaires est revalorisée auprès de la société civile. 	<ul style="list-style-type: none"> - Citoyens - FDS 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'activités et d'émissions réalisées - Nombre de medias impliqués - Nombre de personnes ciblées touchées 	<ul style="list-style-type: none"> - SFCG - CCM - URTELGUI - Médias 	<ul style="list-style-type: none"> - PNUD 	sept. 2009 – août 2010
Objectif spécifique 2.3 : L'amélioration dans gestion et résolution des conflits par les FDS						
Changement voulu : Les FDS gèrent et règlent des conflits de manière adéquate.						
<i>Activité 2.3.1</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Formation des FDS sur les mécanismes de prévention des conflits	<ul style="list-style-type: none"> - Les FDS connaissent les mécanismes de gestion et de résolution des conflits. - Les FDS appliquent ces mécanismes de prévention des conflits. 	<ul style="list-style-type: none"> - Conseils de discipline - Tribunaux militaires - Points focaux des DIH - Ecoles militaires et paramilitaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de formations réalisées - Nombre de personnes ciblées formées - Niveau d'amélioration des connaissances 	<ul style="list-style-type: none"> - WANEP - CCM - CECIDE 	<ul style="list-style-type: none"> - CICR - PNUD 	avril – juin 2010

OBJECTIF GENERAL 3 : RENFORCEMENT DES CAPACITES DU SYSTEME JUDICIAIRE DANS LA PREVENTION ET LA GESTION DES CONFLITS

Changement voulu: La justice assume correctement son rôle et donc jouit de crédibilité.

Objectif spécifique 3.1 L'amélioration du fonctionnement de la magistrature

Changement voulu: Les magistrats assument leur rôle et donc la profession des magistrats est revalorisée.

<i>Activité 3.1.1</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Appuyer et faciliter le plaidoyer des citoyens pour l'application effective et immédiate du statut de la magistrature	<ul style="list-style-type: none"> - Les citoyens mobilisés revendiquent l'application du statut de la magistrature. - Le statut de la magistrature est promulgué. 	<p>Directes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Société civile <p>Indirectes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministre de la justice - Gouvernement - Chef de l'Etat - Ordre des Avocats - Chambre des huissiers, - Ordre des notaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'actions de plaidoyer réalisés - Nombre de personnes ciblées touchées - Promulgation du statut de la magistrature 	<ul style="list-style-type: none"> - IFES - Association des Magistrats 	<ul style="list-style-type: none"> - UE - Coopération française - PNUD 	sept. – nov. 2009
<i>Activité 3.1.2</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Programme de formation sur l'identité, la responsabilité et les conditions d'exercice du magistrat	<ul style="list-style-type: none"> - La pratique des magistrats correspond aux principes du Corps. - La magistrature se qualifie par un esprit nouvel. 	<ul style="list-style-type: none"> - Magistrats - Avocats - Police judiciaire - Greffiers - Huissiers 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de formations et de séminaires réalisés - Nombre de manuels distribués - Existence d'un mécanisme de suivi de bonnes pratiques 	<ul style="list-style-type: none"> - IFES - Association des Magistrats 	<ul style="list-style-type: none"> - EU - Coopération française - PNUD 	nov. 2009 – juin 2010

Objectif spécifique 3.2 : L'amélioration des relations entre les différents corps de la famille judiciaire

Changement voulu : Les différents corps de la famille judiciaire coopèrent et se complètent.

<i>Activité 3.2.1</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Formation sur les rôles, responsabilités et relations entre les différents acteurs du système judiciaire	<ul style="list-style-type: none"> - Les différents corps de connaissent et respectent leurs rôles et responsabilités respectifs. - Les taches sont mieux attribuées. - Le système de communication est redynamisé. 	<ul style="list-style-type: none"> - Membres des corps du système judiciaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de formations réalisées - Nombre d'institutions/ personnes ciblées touchées 	<ul style="list-style-type: none"> - IFES 	<ul style="list-style-type: none"> - IFES - UE - Coopération française - PNUD 	nov. 2009 – juin 2010

OBJECTIF GENERAL 4: RENFORCEMENT DES CAPACITES DE BONNE GOUVERNANCE						
Changement voulu : L'environnement politique, social et économique favorise le développement et la paix.						
Objectif spécifique 4.1 : Meilleure compréhension des mérites de la bonne gouvernance et sa répercussion sur le développement						
Changement voulu : Les Guinéens respectent les normes de la bonne gouvernance.						
<i>Activité 4.1.1</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Campagnes de lutte contre la corruption	<ul style="list-style-type: none"> - Les cibles sont conscientes de l'impact de la corruption sur le développement. - Les cibles respectent et appliquent les normes de la bonne gouvernance. 	<ul style="list-style-type: none"> - Société civile - Elus locaux - Autorités 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de citoyens touchés - Nombre d'élus locaux et autorités touchés - Nombre d'activités réalisées 	<ul style="list-style-type: none"> - IFES /CNOSCG - Comité national de lutte contre la corruption - SFCG 	<ul style="list-style-type: none"> - TI 	avril – déc. 2010

OBJECTIF GENERAL 5 : RENFORCEMENT DE L'ATTACHEMENT DES GUINEENS A LA NOUVELLE CONSITUTION						
Changement voulu: La nouvelle constitution est respectée et défendue par les Guinéens.						
Objectif spécifique 5.1 : Meilleure connaissance de la nouvelle constitution par les Guinéens						
Changement voulu: Les citoyens, les acteurs politiques et les FDS s'identifient avec la nouvelle constitution.						
<i>Activité 5.1.1</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Traduction en langues nationales et vulgarisation de la constitution	<ul style="list-style-type: none"> - Les Guinéens connaissent le contenu de la constitution. 	<ul style="list-style-type: none"> - Guinéens 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de la constitution dans les langues nationales - Nombre d'exemplaires distribués 	<ul style="list-style-type: none"> - ONGs nationales 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat guinéen - PNUD 	oct. – déc 2010
<i>Activité 5.1.2</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Sensibilisation des acteurs politiques sur la nouvelle constitution	<ul style="list-style-type: none"> - Les partis politiques s'approprient et respectent la constitution et les principes démocratiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Partis politiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de sessions de sensibilisation réalisées - Nombre de partis politiques touchés 	<ul style="list-style-type: none"> - IFES - CNOSCG - NDI 	<ul style="list-style-type: none"> - PNUD - USAID 	oct. – déc 2010
<i>Activité 5.1.3</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires potentiels</i>	<i>Période de réalisation</i>
Formation et mise à niveau des FDS sur la loi fondamentale et la citoyenneté	<ul style="list-style-type: none"> - Les FDS s'approprient et respectent la constitution et les principes démocratiques. - les FDS comprennent et respectent des droits et devoirs civiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - FDS 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de formations réalisées - Nombre des FDS touchées - Nombre des manuels distribués 	<ul style="list-style-type: none"> - CCM - WANEP - CECIDE - IFES 	<ul style="list-style-type: none"> - PNUD - UE 	oct. – déc 2010

Liste d'abréviations :

CCM	Comité civilo-militaire
CECIDE :	Centre pour le Commerce International et le Développement
CEDEAO :	Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CNDD :	Conseil National pour la Démocratie et le Développement
CNOSCG :	Conseil National des Organisations de la Société civile Guinéenne
CND	Conseil National de Défense
DCFA	Centre pour le Contrôle démocratique pour des forces armées
DIH :	Droit international humanitaire
FDS :	Forces de Défense et de Sécurité
IFES :	International Foundation for Electoral Systems
ONG :	Organisation Non-Gouvernementale
NDI :	National Democratic Institute
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
REFMAP	Réseau des Femmes du Fleuve Mano pour la Paix
SFCG :	Search For Common Ground
TI:	Transparency International
UE:	Union Européenne
URTELGUI:	Union des radios et télévisions libres de Guinée
WANEP:	West Africa Network for Peacebuilding